



01|2019

Résistances économiques et sociales dans les Suds

L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) : outils de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au Maroc ?

Cas de la province de Béni-Mellal

Par

Abdellatif Tahir (Ph.D),

Université Ibn Zohr Agadir - Maroc

Et

Rachid Moustaquim, Doctorant

Université du Québec à Montréal(UQAM) - Canada



Les contenus de la revue ISSM sont mis à disposition selon les termes de la licence *Creative Commons* Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification (CC BY-NC-ND).

Résumé

En 2005 le Maroc a entrepris une initiative qui se cadrerait dans l'économie sociale et solidaire (ESS). Initiative qui se distinguait des autres expériences de l'ESS par le rôle joué par l'État en tant qu'acteur conscient de son incapacité de trouver des solutions ancrées dans la logique étatique coutumière, cet État qui essayait de créer et d'encourager des « espaces publics de proximité » (Laville, J.L. 2007), afin de stimuler la création des « initiatives populaires » (Navez-Bouchanine, F., 1994) et combler ainsi cet espace non couvert par les logiques du marché et de l'État. Nous nous sommes demandés dans cet article sur le degré de réussite de cette initiative à faire sortir la population démunie de sa précarité, et ainsi à l'atteinte de son objectif. Pour répondre à notre question, nous avons réalisé une étude de cas sur la province de BÉNI MELLAL, nous avons conclu que la perception de la population concernée reste plutôt positive sur cette initiative et sur son impact concernant leur situation sociale, malgré les rapports des Nations Unies qui classent le pays parmi les derniers en matière de développement humain.

Mots Clés : Initiative Nationale du Développement Humain (INDH), lutte contre la pauvreté, exclusion sociale, économie sociale et solidaire, province de Béni-Mellal.

Abstract

In 2005, Morocco has undertaken an initiative that may well fit in the social and solidarity economy (SSE). However, this initiative was different from the other experiences of the SSE, because of the role played by the State as an actor that is aware of its inability to find solutions rooted in the traditional State logic, that State trying to create and inspire the « Public Space of Proximity » (Laville, J.L. 2007), to stimulate the construction of « popular initiatives » (Navez-Bouchanine, F., 1994) and thus fill the gap that is not covered by the market logic and the State logic. The purpose of this paper is to answer the question about the success of this initiative in getting the poor out of their precarious situations, and thus to reach their goal. We realized a case study on the province of BENI MELLAL. The results show that the perception of the population concerned remains rather positive about this initiative and its impact on their social situation, despite the United Nations reports that rank the country among the last in terms of human development.

Keywords : National Initiative for Human Development (INDH), poverty alleviation, social exclusion, social and solidarity economy, province of Beni-Mellal.

Introduction

A travers leurs valeurs de démocratie, de solidarité, de partage et d'entraide, les coopératives et les associations, qui ont largement profité des Activités Génératrices de Revenus (AGR) et contribué à la construction d'une économie solidaire, jouent un rôle de plus en plus important dans le développement économique et social du Maroc. Leur attractivité croît surtout depuis 2005, année du lancement de l'Initiative nationale du développement humain (INDH) par le roi du Maroc, Sa Majesté le Roi Mohammed VI, encourageant la création et la pérennisation des structures de l'économie sociale et solidaire.

Il faut souligner l'importance qu'accorde l'INDH aux AGR, en tant qu'un des éléments de l'économie sociale et solidaire pour lutter contre la précarité.

En effet, l'INDH a été perçue comme moyen de remédier aux déficits sociaux et essentiellement comme outil de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Mais la réalité est autre, compte tenu du statut même, de la notion du développement humain dans la sphère du développement social et économique.

Au Maroc, les récents développements de l'économie sociale et solidaire prennent appui à la fois sur un socle traditionnel ancien et sur les évolutions internationales du concept. L'ESS a été conçue moins comme une réponse à l'exclusion et la crise du lien social qu'à la pauvreté et la marginalisation de certains groupes d'individus ou territoires. L'enjeu aujourd'hui consiste à dépasser la simple réponse formulée dans l'urgence aux conditions précaires de travail et à la paupérisation en structurant l'ESS de manière cohérente et articulée (Sadik, 2019).

On peut dire que cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une action gouvernementale qui vise, d'une part faire sortir une partie importante de la population qui vit dans des conditions très difficiles de leur précarité complexe (Del Sol Marion et al, 1999), et d'autre part, faire participer cette même population à la création de cette solution. De ce fait on peut dire que l'INDH est innovante dès lors qu'elle émane d'un projet de règne, et elle tente essentiellement de stimuler la créativité et l'entrepreneuriat social des acteurs individuels de la société civile.

Notre contribution s'inscrit donc dans le cadre où, c'est la société civile qui est concernée par la création de solutions créatives et innovantes aux problèmes locaux des acteurs, dans ce cas nous parlons de l'entreprise sociale selon JL Laville et M Nyssens (2001) (social entreprises), entreprise qui vient incarner cette nouvelle dynamique de l'économie sociale. Mais notre apport va au-delà de cette problématique en mettant en avant non pas un «auto-engagement» de la

société civile pour la création de ces solutions innovantes, mais plutôt une intervention gouvernementale pour stimuler cet engagement de la société civile. Et cette intervention gouvernementale¹ est guidée par une volonté de promouvoir les processus de co-construction des réponses non seulement appropriées mais aussi et surtout adaptées à la réalité des différents acteurs et durable dans le temps (Laville, Young, D., Eynaud, P., 2015).

L'INDH se veut par définition une initiative qui soutient et encourage l'entreprise sociale, puisqu'elle se fixe des objectifs qui sont cohérents avec l'esprit de l'entreprise sociale (Laville, J.L. et M Nyssens, 2001), à savoir d'aider une population qui était exclue du marché de travail, d'encourager l'intégration sociale, l'action locale et durable, ces dernières caractéristiques sont propres à l'économie solidaire (Laville, J.L. 2007), sauf que cette initiative ressort de cette vision «Lavillienne» de l'économie solidaire.

En effet, si l'on considère la vision de JL Laville (2007), L'économie solidaire « *est créée par des usagers pour répondre à un manque d'offre de la part du secteur privé ou de l'État* ». Or l'INDH est initiée par l'État pour promouvoir et soutenir l'entreprise sociale, et ceci peut être interprété de deux manières. Nous savons que cette initiative a vu le jour suite à une étude de la situation au Maroc dans les 50 dernières années, la première option serait que cette société civile n'était pas assez mature pour créer une économie solidaire d'elle-même afin de combler ce manque d'offre du secteur privé et étatique, qui était déjà ressentie, et donc l'État a décidé d'anticiper ce «cycle de maturité de la société civile» et de le catalyser.

Une deuxième option, qui n'est pas incompatible avec la première, serait que cet État, ayant relevé une insuffisance dans son secteur, et n'ayant pas les moyens de le combler, aurait initié ce processus de création d'économie solidaire auprès de la société civile, en jouant le rôle de coordination entre des entités internationales fournissant les moyens d'une part, et la société civile de l'autre.

Dans le présent article, notre apport théorique à la littérature consiste dans le fait que l'économie solidaire peut être initiée par un acteur autre que la société civile, qui est conscient de sa défaillance en matière de création d'offre, mais qui est concerné par la création d'une solution.

¹ L'INDH émane d'une initiative royale, Nous la qualifions de gouvernementale du fait qu'elle passe par le gouvernement pour être mise en œuvre.

L'INDH : Rehausser le développement national à travers la promotion de la participation de la société civile

En matière de développement humain, le Maroc a vécu une année 2006 particulière (Sadiqi, 2010), une étude a été réalisée et avait à la fois un regard sur le passé et projection dans le futur. Elle a donné lieu à l'édition d'un bilan qui dresse les points forts et les faiblesses des performances nationales en matière de développement humain au cours des cinquante dernières années et appelle à une large mobilisation autour de cette initiative de l'INDH.

Cette initiative fait de la lutte contre la pauvreté un projet institutionnel, un projet dans lequel le développement économique et social du pays inclut structurellement la lutte contre la marginalisation et l'exclusion sociale (Berriane, Y. 2010). Il correspond à la vision d'ensemble promue par le Roi, vision bâtie sur les principes de démocratie politique, mais aussi sur les opportunités données à tous les acteurs sociaux de s'épanouir en déployant pleinement leurs aptitudes.

L'INDH conçoit un cadre global pour le développement humain au niveau national, et elle constitue une mise en œuvre des engagements pris par le Maroc en 2000 lors du Sommet du Millénaire pour le développement pour améliorer les conditions de vie des populations et leur donner de meilleures chances d'insertion socio-économique. Notons que les objectifs les plus importants dans cette initiative sont : la lutte contre l'analphabétisme des jeunes, l'amélioration du système de santé de base et la réduction de l'incidence de la pauvreté. Effectivement, en 2010 ces solutions ont été reconnues comme appropriées pour renforcer le développement humain (Duflo Esther, 2010a, 2010b)

La réalisation des objectifs de l'INDH passe par la conception et la mise en œuvre de projets personnalisés au niveau local, mais avec une approche qui soit intégrée, afin d'assurer une homogénéité régionale et nationale, la concertation et la synergie entre les acteurs au niveau de la conception et de la réalisation des projets deviennent donc une nécessité.

La problématique

Dans les récents rapports des Nations Unies, 2011 à 2017, le Maroc figure toujours parmi les derniers pays en matière de développement humain. Or, l'INDH a été lancée depuis 2005, et

elle était censée donner fruit à partir de la première phase 2005-2010. Ceci nous laisse penser à un problème, mais quel type et à quel niveau :

- Est-ce un problème d'implication (ou de manque d'implication) des acteurs sociaux locaux ?
- Est-ce un problème de coordination, d'évaluation et de contrôle des projets de l'INDH?
- Est-ce un problème de transparence concernant l'affectation et l'utilisation des ressources ?
- Est-ce un problème d'inadéquation des solutions co-crées ?

Notre étude cherche à une meilleure connaissance du développement humain et ses effets sur le développement réel d'un pays. Ainsi, le développement des compétences humaines en matière d'acquisition de savoir et de savoir-faire est l'un des axes stratégiques de lutte contre la pauvreté.

Étant donné que c'est un champ qui nécessite des réflexions approfondies, des études et des recherches, nous proposons d'analyser les composantes du programme de lutte contre la pauvreté de l'INDH au Maroc. Nous nous proposons donc d'analyser les perceptions des acteurs sociaux concernés par les différents programmes de l'Initiative Nationale du Développement Humain (INDH), leurs perceptions concernant la réussite de ces programmes, leurs appropriation, leur pertinence.

Au-delà des indicateurs des Nations Unies qui classent le Maroc parmi les derniers pays en matière de développement humain, et dont les chiffres doivent être traités avec prudence (Catusse, M. 2013). Notre question principale reste donc de savoir si l'INDH a réellement réussi à sortir cette population marginalisée de la pauvreté.

Méthodologie

La démarche méthodologique poursuivie pour l'élaboration de ce travail se base sur les étapes suivantes :

Nous allons entamer notre étude par une revue de littérature sur les approches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Nous allons ensuite procéder à une étude de cas de la province de Béni-Mellal sur un échantillon de 20 porteurs de projets ainsi que les bénéficiaires de ces projets. Nous allons utiliser le logiciel de données SPHINX pour analyser nos données.

Dans une dernière étape, nous allons analyser et discuter les résultats des programmes de l'INDH et nous allons proposer quelques éléments clés de sa réussite.

Les programmes de l'INDH

Jusqu'à aujourd'hui, l'INDH compte trois phases, chaque phase compte cinq ans. La première phase 2005-2010 s'est déclinée en quatre programmes, au profit des différentes cibles à savoir :

- 1- Le programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural : programme qui a concerné 403 communes rurales dont le taux de pauvreté est de 30%
- 2- Le programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain : qui a été destiné à 264 quartiers appartenant aux grandes agglomérations (plus de 100 000 habitants)
- 3- Le programme de lutte contre la précarité : qui profite à huit catégories sociales en situation précaire notamment les jeunes sans abri, les enfants de rue, les personnes âgées démunies, etc.
- 4- Le programme transversal : consacré aux communes non cibles, basé sur la procédure d'appel à projet.

La deuxième phase de l'INDH 2011-2015, a été lancée par le Roi du Maroc en 2011, relançant ainsi la première phase de l'INDH, cette deuxième phase se distingue par une augmentation des compétences et du budget alloué qui est désormais de 17 milliards de DH, ce qui a permis d'élargir le nombre des communes et quartiers ciblés pour couvrir 702 communes rurales et 532 quartiers urbains ainsi que d'ajouter un 5^{ème} programme dédié à la mise à niveau territoriale. Ce dernier programme a été doté d'un budget global de cinq milliards de DH, dont ont bénéficié directement un million de résidents dans 3300 douars, relevant de 22 provinces enclavées ou montagneuses.

Notre étude de cas portera sur cette deuxième phase de l'initiative.

Comme nous l'avons signalé plus haut, bien que l'INDH soit une initiative royale, son objectif n'est pas d'attaquer directement les problèmes de précarité, d'exclusion sociale et de pauvreté, mais plutôt de susciter et d'assister l'engagement de la société civile pour répondre à ces problèmes et les résoudre d'une manière structurelle (Sadik, 2015). De ce fait, sa mise en œuvre est certainement liée à l'adoption d'une démarche innovatrice de participation, d'identification

des besoins et de planification et de gestion des programmes où le développement humain – et notamment la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale- occupent une place prépondérante².

Les intervenants dans cette initiative sont nombreux, et sont très variés, nous y trouvons, en plus du gouvernement représenté par les services de l'État, les autorités locales, les élus, les acteurs du milieu associatif, les ONG nationales et internationales, les bailleurs de fonds étrangers et surtout les populations ciblées.

L'INDH en milieu urbain

La problématique sociale au niveau urbain est bien différente que celle des autres zones, elle a vu le jour avec l'augmentation de la concentration des populations dans le milieu urbain, et elle continue à s'accroître avec l'exode rural qui ne cesse d'influer sur le taux d'urbanisation, ce dernier est passé de 42% en 1982 à 55% en 2004.

L'augmentation du taux d'urbanisation engendre des déséquilibres entre les différentes régions en termes de besoin en infrastructures de base, ce qui mène à des déficits en matière d'équipements et de services sociaux, d'encadrement et d'accompagnement des populations. On assiste ainsi à la naissance des problèmes de développement, d'environnement dans ces villes dans lesquelles se concentrent tous les potentiels mais aussi tous les risques socio-économiques³.

Les données recueillies dans le milieu urbain confirment cet impact négatif de l'augmentation de l'urbanisation, surtout dans les secteurs géographiques recevant les nouveaux arrivants. En effet les dernières statistiques relèvent que le taux de pauvreté en milieu urbain s'élève généralement à 7,9% en moyenne, alors qu'au niveau d'habitat sommaire des villes, là où les nouveaux arrivants des zones rurales s'installent, ce taux de pauvreté atteint 14,3% en moyenne, ceci justifie le lien entre taux de pauvreté élevé et habitat insalubre. L'INDH se propose d'intervenir spécifiquement dans ces secteurs, en assurant à ces habitants l'accès aux services sociaux indispensables.

2 SOURCE : MANUEL DE PROCEDURES : PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION SOCIALE EN MILIEU URBAIN

3 Source : Manuel de procédures : programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain

Les quartiers ciblés par ce programme doivent être sélectionnés sur la base des critères reconnus par tous les acteurs retenus dans l'initiative.

L'INDH intègre six critères ou indicateurs de sélection qui sont : (1) le taux de chômage, (2) la taille de la population bénéficiaire, (3) l'existence et l'amplitude de l'habitat insalubre, (4) le déficit en infrastructures et services publics de base, (5) la complémentarité par rapport aux programmes de développement local en cours ou envisagés, et (6) l'implication budgétaire des partenaires, notamment les collectivités locales⁴.

Les activités réalisées par L'INDH au niveau urbain avaient comme objectif d'éliminer l'exclusion sociale et d'atténuer la pauvreté des populations défavorisées. Elles peuvent être cadrées dans quatre groupes, à savoir : (1) le soutien à l'accès aux services de proximité et aux équipements urbains de base, (2) la dynamisation du tissu économique local par des activités génératrices de revenus, (3) le soutien à l'action et à l'animation sociale, culturelle, culturelle et sportive, et (4) le renforcement de la gouvernance et des capacités locales⁵.

Concrètement, l'INDH encourageait les projets de taille limitée qui complétaient ou amélioraient l'utilisation des infrastructures et équipements socio-économiques existants et elle renforçait et soutenait les initiatives locales procédées par les acteurs sociaux locaux (société civile, associations, etc.).

Au niveau local, l'INDH se décline sous forme d'Initiative Locale de Développement Humain, ceci renvoie à une personnalisation des solutions adoptées au niveau de chaque quartier, en gardant l'esprit de l'INDH.

L'ILDH peut prendre deux formes : (a) les activités facilitatrices simples à court terme, dont le montant ne peut dépasser 30 000 DH, avec un budget global ne dépassant pas 400 000 DH sur la durée de la première phase, ce type de projet suit une procédure de sélection accélérée, et (b) les projets à moyen et long terme, projets plus complexes qui peuvent nécessiter l'appui technique externe.

4 Source : Manuel de procédures : programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain

5 Source : Manuel de procédures : programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain

L'INDH en milieu rural

Dans le milieu rural, l'INDH partage le même objectif que l'INDH dans le milieu urbain, à savoir l'amélioration de la qualité de vie de la population. Mais étant donné que la problématique de la population rurale diffère grandement de celle de la population urbaine. Les objectifs spécifiques de l'INDH dans ce milieu sont différents : (1) l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base à travers la promotion de l'approche genre, (2) la promotion de l'animation sociale, culturelle et sportive, (3) la promotion des Activités Génératrices de Revenus (AGR), (4) la promotion du développement durable locale, et (5) le renforcement de la gouvernance locale⁶.

Concernant le ciblage, le principal critère de sélection de cette initiative est le taux de pauvreté, et le taux moyen national était choisi comme base de référence. Au total 701 communes rurales ont été visées, comprenant des communes bénéficiant de la première phase.

Quatre types de communes rurales ont bénéficié de l'INDH dans la deuxième phase, ces types sont :

- (1) les communes dont le taux de pauvreté est supérieur ou égal à 14% et qui n'ont pas bénéficié de la première phase,
- (2) les communes qui ont bénéficié de la première phase INDH et dont le taux de pauvreté est supérieur ou égal à 20%,
- (3) les communes qui ont bénéficié de la première phase INDH, et dont le taux de pauvreté est entre 14% à 20%, mais qui ont besoin d'un accompagnement spécifique pour renforcer les acquis de la première phase INDH,
- (4) les communes qui ont bénéficié de la première phase INDH, et dont le taux de pauvreté est inférieur à 14% mais qui ont besoin d'un accompagnement approprié.

Au niveau du choix des projets, les critères qui ont été adoptés respectaient l'esprit des objectifs globaux de l'INDH. Ainsi les actions qui privilégiaient la génération des revenus, la génération des emplois stables, le soutien à l'accès aux services sociaux et autres services indispensables, etc. étaient acceptées.

6 Source : Manuel de procédures : programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain

L'INDH : le cas de la province de Béni-Mellal

LES PORTEURS DE PROJETS ET LES BENEFICIAIRES

La province de Béni-Mellal est située sur un axe routier reliant deux importantes régions du Maroc, Marrakech-Fès (RN n°08), elle se situe à environ 250 km de Casablanca, la capitale économique du Maroc, elle est frontalière des provinces suivantes :

- Midelt et Errachidia en *Est* ;
- Fquih Ben Salah en *Ouest* ;
- Khouribga et Khénifra en *Nord* ;
- Azilal en *Sud*.

La superficie de la province de Béni Mellal compte 4528 km², elle représente 16.12% de la région, et 0.64% de celle du Maroc.

Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2014, La province de Béni Mellal compte un peu plus de 550 000 habitants, dont 51% des femmes et 49% des hommes. Cette population se compose de 123067 ménages avec une taille moyenne de 4.5 individus/ménage.

La population de la province constitue 21.85% de la population de la région et 1.63% de la population du pays.

La population urbaine représente 59 % de l'ensemble de la population de la province, contre 41 % résidant en milieu rural. Et le taux des ménages en milieu urbain représente 63 % contre 37 % en milieu rural.

La population de cette province est jeune avec un taux de 62,2% de la population total âgée entre 15 et 59 ans.

Les célibats représentent 50,5% de la population total de la province, contre 42,5% des mariés, avec un âge moyen au premier mariage égale à 27,6 ans (31,2 ans pour les hommes et 24,3 ans pour les femmes)⁷.

Du côté administratif et communal la structure de la province est la suivante :

- Administrativement la province compte quatre pachaliks, quatre cercles, dix caïdats et dix annexes administratives.
- Au niveau communal la province compte quatre municipalités et 18 communes rurales.

7 Source : recensement général de la population et de l'habitat du Maroc (RGPH 2014) : <http://rgph2014.hcp.ma/>

Selon la liste des cercles, des caïdats et des communes de 2009 telle que modifiée en 2010, la province de Béni-Mellal est composée de 22 communes, dont les quatre municipalités de Béni-Mellal (le chef-lieu), de Kasba Tadla, de Zaouiat Cheikh et d'El Ksiba.

Les 18 communes (rurales) restantes sont rattachées à 10 caïdats, eux-mêmes rattachés à quatre cercles.

INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES

Tableau 1 : Enseignement

Indicateur	Province de Béni Mellal			Région Béni Mellal Khénifra	Maroc
	Masculin	Féminin	Ensemble		
Taux d'analphabétisme	24.2 %	45.2 %	35.1 %	39,1 %	32,2 %
Taux de scolarisation des enfants âgés de 7 à 12 ans	95.7%	94.4%	95.0%	94.2%	95,1%

Source : RGPH 2014

Tableau 2 : Activité et emploi

Indicateur	Province de Béni Mellal			Région Béni Mellal Khénifra	Maroc
	Masculin	Féminin	Ensemble		
Population Active	140 315	35 913	176 228	783461	1154846
Population Inactive	126 395	246 153	372 548	1728914	4 22061620
Taux net d'activité	73,8 %	17,1 %	44,1 %	43,7 %	47,6 %
Taux de chômage	12,3 %	32,1 %	16,3 %	15,6 %	16,2 %

Source : RGPH 2014

Tableau 3 : Indicateurs de santé

Indicateur	Valeur
- Nombre d'habitants par médecin	4187
- Nombre d'habitants par infirmier	1230
- Nombre d'habitants par lit hospitalier	1146
- Nombre d'habitants par établissement de soins de santé de base	12244
- Nombre de femmes par sage-femme	235

Source : Adapté du Ministère de la santé 2014.

Autres Indicateurs :

- Taux de pauvreté : 7.37 % ;
- Taux de précarité : 17 % ;
- Taux d'handicap : 5.59 % (5 % au niveau national) ;
- Taux d'accessibilité : 85 % ;
- Taux des branchements en électricité : 97,5 % ;
- Taux des branchements en eau potable : 98 %.

Les résultats

MILIEU URBAIN :

Les quartiers urbains ciblés par le programme de la lutte contre l'exclusion sociale sont au nombre de 9 répartis comme suit :

Tableau 4 : quartiers urbains ciblés par l'INDH

Villes	Nombre quartiers ciblés	Nom quartiers ciblés
Béni Mellal	06	Ouledayyad
		Lulla Aicha
		Ait Tislit
		Zaarati-Jaghou
		Amria-Takadoum
		Soumaa-Mghila
Kasba Tadla	02	MyBouaza Ait Telt
		Mers –Mjat-Ismailai
ZaouiatCheukh	01	ZaouiaLakdima-Bouhabou
Total province	09	-
Total Maroc	532	-

Source : Manuel de procédures : programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain

MILIEU RURAL :

Les communes rurales ciblées par les programmes de l'INDH dans la province de BÉNI MELLAL sont au nombre de 18 communes (54 communes au niveau régionales). L'un de ces

programmes concerne la mise à niveau territoriale (PMAT), il cible 5 importants secteurs. La mise à niveau concerne les infrastructures et les services sociaux de base. Ces secteurs sont :

- L'éducation ;
- L'eau potable ;
- La santé ;
- Les routes-pistes-ouvrages d'art ;
- L'électrification rurale.

Projets réalisés en 2015 (phase 2011-2015) :

- Le nombre de projets : 57 (18 en milieu urbain et 39 en milieu rural) ;
- Le montant global des projets : 20.149.765,00 dhs ;
- La part de l'INDH : 13.403.635,00 dhs ;
- Le nombre d'organisations porteuses de projets : 56 dont 42 associations et 10 coopératives ;
- Le nombre des bénéficiaires : 9109 dont 4279 femmes ;
- Le nombre des communes bénéficiaires : 11 communes territoriales dont 2 municipalités (la province contient 22 communes).

Sur ce nombre de 57 projets nous avons administré des questionnaires à un échantillon de 20 projets, avec 12 associations, six coopératives et deux regroupements d'association, cet échantillon nous donne une représentation significative selon le logiciel SPHINX, avec un $\chi^2 = 7.60$.

Dans cet échantillon de 20 projets, nous avons 14 qui comptent moins de 60 bénéficiaires chacun, quatre qui comptent entre 60 et 120 bénéficiaires chacun, et deux qui comptent plus de 360 bénéficiaires chacun.

Dans cette étude nous ferons la différence entre les porteurs de projets qui sont les responsables des associations, et les bénéficiaires qui sont les membres des associations et coopératives étudiées.

Au niveau de la représentativité des femmes dans notre échantillon, nous avons 13 projets qui comptent moins de 40 femmes chacun, cinq projets qui comptent entre 40 et 80 femmes chacun, un projet qui compte entre 200 et 240 femmes et enfin un projet qui compte plus de 240 femmes.

Tableau 5 : Amélioration des conditions de vie des bénéficiaires

Conditions de vie	Nb. Cit. (En %)
Oui	40%
Relativement	45%
Non	15%
TOTAL CIT.	20

Nous avons 85 % des bénéficiaires qui pensent que leurs conditions de vie se sont relativement ou nettement améliorées, mais avec un χ^2 de 2.10 ces résultats ne sont pas significatifs.

Tableau 6 : Niveau de satisfaction des bénéficiaires

Niveau de satisfaction/sexe	H	F	TOTAL
Satisfait	20,00%	20,00%	40,00%
Relativement	5,00%	20,00%	25,00%
Non satisfait	15,00%	20,00%	35,00%
TOTAL	40,00%	60,00%	100%

Concernant les bénéficiaires, 40% sont satisfaits de l'initiative, dont 20% sont des femmes et 20% sont des hommes. 25% des bénéficiaires sont relativement satisfaits et 35% ne sont pas satisfaits de l'initiative. Parmi ces bénéficiaire 40 % n'ont pas d'éducation du tout,

Tableau 7 : Niveau de satisfaction des porteurs de projets

conditions de vie/sexe	H	F	TOTAL
satisfait	30,00%	10,00%	40,00%
relativement	20,00%	25,00%	45,00%
non satisfait	10,00%	5,00%	15,00%
TOTAL	60,00%	40,00%	100%

Au niveau des porteurs de projet, nous recensons le même taux de satisfaction de 40%, sauf que la répartition est différente entre hommes (30%) et femmes (10%), ceux qui sont relativement satisfaits de l'initiative représentent 45%, dont 25% sont des femmes, et enfin seulement 15% des porteurs de projets ne sont pas satisfaits de l'initiative.

Nous constatons donc que le niveau de satisfaction des porteurs de projets est supérieur à celui des bénéficiaires, puisqu'au niveau de ces derniers nous avons 65% qui sont relativement satisfait à satisfait, alors que pour les premiers c'est 85% qui sont relativement satisfait à satisfait.

Discussion des résultats

Au niveau des bénéficiaires, l'intégration des projets et des actions de l'INDH, a permis aux bénéficiaires d'avoir plus d'ouverture aux autres, de devenir capables de s'entraider et de collaborer entre eux, d'exprimer leurs points de vue et de demander davantage de formations pour améliorer leurs compétences à travers le partage des connaissances et des bonnes pratiques. Ils sollicitent également l'accès aux services sociaux de base leur permettant ainsi de pouvoir se mouvoir plus facilement.

À la question ouverte : en quoi l'INDH vous a-t-elle permis de s'ouvrir aux autres ?

Les résultats se regroupent dans les principales catégories suivantes :

- Plus de rencontre pour partager les expériences ;
- Demande de formation ;
- Accès aux services de base et à l'eau potable.

Les résultats montrent clairement une évolution significatrice de l'appréciation de soi depuis l'insertion dans les projets INDH. En effet, l'impact des projets INDH sur les populations cibles est positif. La nature de cet impact peut se résumer à travers les éléments suivants :

- Une plus grande ouverture des bénéficiaires sur le monde extérieur ;
- Un renforcement du tissu associatif et de la cohésion sociale des bénéficiaires ;
- Un décloisonnement et meilleures conditions de vie.

En d'autres termes, la communauté s'ouvre sur son environnement, puisqu'elle apprécie le décloisonnement, le renforcement du tissu associatif, la communication et les relations humaines entre elles.

Nous relevons que les bénéficiaires apprécient aussi les projets d'animation socioculturelle et les centres de réinsertion sociale. Ils considèrent positivement l'impact de la formation et la stabilité acquise de revenus. Ce sont les principaux facteurs de renforcement du sentiment de dignité et d'ancrage de la confiance en soi. (Bandura, Albert, 2003)

Nous constatons que les bénéficiaires expriment un haut degré d'implication et de motivation, une implication débouchant sur l'extérieur (famille, collègues, partenaires) et une affirmation des préoccupations relatives à la commercialisation des produits.

Toutefois, ces bénéficiaires se déclarent déterminés à poursuivre leurs efforts pour pérenniser leurs projets sociaux. Ils affirment également qu'ils sont capables de gérer eux-mêmes les problèmes auxquels ils s'affrontent, se sentent davantage responsables et signalent l'importance des emplois et revenus stables, ce qui constitue des facteurs d'une autonomie responsable.

Ainsi, les bénéficiaires croient avoir développer, grâce à l'INDH, des capacités d'adaptation, et se sentent assez forts pour résoudre les problèmes qu'ils affrontent et appellent à ce que d'autres efforts soient fournis pour atteindre les objectifs relatifs aux projets entrepris.

Les bénéficiaires des AGR sont plus concernés par les difficultés liées à la continuité des projets INDH, sont conscients de la nécessité d'assurer le respect des engagements pris par des partenaires, ils valorisent l'accompagnement et les formations. Ils associent aussi le sens de la pérennité à l'assurance du développement du projet, à la commercialisation des produits et à l'atteinte des objectifs tracés au lancement des projets.

Au niveau des porteurs de projets, les résultats signifient la fierté de leurs travaux, la reconnaissance d'objectifs de vie propre et l'envie de travailler en association, en coopérative, etc. Cette implication dans la création et réalisation des solutions leur procure un sentiment d'efficacité personnelle (Bandura, A., 2003).

À la question ouverte : que signifie pour vous le travail associatif ?

Les réponses montrent que les porteurs de projets associent cela à :

- Au volontarisme, à la participation, à la solidarité sociale, à l'intérêt général et au sacrifice en faveur des personnes défavorisées ;
- La plupart mettent en avant la nécessité d'un développement local en complément de projets gouvernementaux.

Ils apprécient clairement les effets de l'INDH en affirmant le changement apporté par les projets INDH et expriment leur potentialité d'engagement et leur adhésion à l'INDH et à ses objectifs. Ils demandent par la même occasion, le renforcement des actions de communication de proximité et des formations.

Toutes les personnes interrogées bénéficient à un titre ou à un autre, de l'INDH, c'est un changement pour elles. Elles sont désormais impliquées et engagées pour ce changement. Elles sont invitées à participer à des projets. Elles se sentent moins oubliées (Bandura, A., 2003). Les

activités qu'elles déploient, génèrent et/ou révèlent des aptitudes et des compétences quelles que soient leur importance et leur ampleur.

Parallèlement, l'aspect participatif du projet développe les interactions entre personnes de même rang, mais aussi entre strates sociales différentes, le tissu relationnel s'approfondit autour d'une finalité, la communauté se raffermi, se dynamise. Les gens vivent donc un changement profond qui provoque un autre sentiment d'être dans le monde. Ils acquièrent un statut d'acteur plus marqué, plus intense et plus saillant. Ils s'inscrivent dans un mouvement orienté vers le « bien-être ».

Les avantages et limites de l'INDH

Il est fort intéressant de présenter les différents acquis réalisés par l'INDH sur les plans sociaux et psychosociaux :

- Implication au travail : plus d'implication au travail et de motivation des acteurs dans le cadre des projets INDH.
- Impact sociétal des projets INDH : Amélioration des conditions de vie des bénéficiaires des projets INDH et décroisement des populations cibles.
- Estime de soi : Développement du sentiment d'estime de soi.
- Compétences sociales acquises : Capacité des acteurs de plus en plus formés à exprimer aisément leurs besoins et leurs points de vue mêmes discordants parfois et d'entretenir une relation de réciprocité durable avec autrui.
- Capitalisation et pérennité :
 - Accompagnement et formation comme moyen de renforcement des capacités des différents acteurs,
 - Prise de conscience générale de la nécessité de faire perdurer les projets INDH,

Nonobstant les acquis et les apports non négligeables de l'INDH sur les différents acteurs, un certain nombre de points à renforcer davantage ont été relevés par les acteurs, il s'agit en l'occurrence de :

- Ciblage : Prendre en compte plusieurs paramètres (sociaux, économiques) et actualiser la carte de pauvreté.
- Gouvernance : S'ouvrir à d'autres intervenants dans la composition des comités (consultants, universitaires et autres acteurs locaux) et renforcer davantage la présence des femmes et des jeunes en tant qu'acteurs de l'INDH (porteurs de projets, membres des comités, etc.).
- Formation :
 - Renforcer la formation des membres des comités (élus, membres associatifs et services extérieurs),
 - Organiser davantage de sessions de formation et de renforcement des capacités au profit des associations et des porteurs de projets (Sadik, 2018).
- Organisation : Assurer les moyens logistiques aux animateurs de Communes et de Quartiers et alléger les procédures financières.
- Pérennité des projets : Fixer les critères d'éligibilité des projets et de leur pérennité avant leur lancement et garantir les moyens logistiques et financiers (fonds de fonctionnement) ainsi que suivre et évaluer les projets INDH, voire déléguer à des organismes spécialisés dans certains cas.
- Tissu associatif : Arrêter des critères d'éligibilité des associations bénéficiant des projets INDH et assurer un suivi rigoureux des associations.
- Activités Génératrices de Revenus :
 - Augmenter l'enveloppe budgétaire,
 - Réaliser un diagnostic territorial post AGR,
 - Définir une banque de données AGR
 - Identifier les possibilités de commercialisation des produits AGR.
- Communication :
 - Poursuivre la communication de proximité,
 - Accentuer les opérations de communication autour des projets INDH et ses actions,
 - Favoriser le partage de connaissance entre les acteurs à travers des séminaires, des espaces d'échanges et

- Utiliser davantage les nouveaux outils d'information et de communication pour faciliter l'échange entre les acteurs.

Conclusion

La démarche INDH a visé, au-delà de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, l'instauration d'un cadre traitant des conditions de vie des groupes et des individus et de leur capacité d'être reconnus comme des participants actifs et appréciés, de voir leur contribution reconnue et leurs aptitudes développées.

Ainsi, avec cette démarche, un signal fort est lancé à l'égard des acteurs locaux et ce, à travers la mise en place d'un cadre institutionnel permettant d'assurer l'adhésion de tous et de développer des partenariats (Bono, I. 2010) pour l'exécution de projets visant la mise à niveau des quartiers défavorisés, la réhabilitation des équipements sociaux et l'accompagnement social des populations démunies.

Cette approche devra faire évoluer les mentalités et permettre à tous les acteurs locaux de prendre part aux décisions. A cet égard, la Province ou la préfecture devront permettre aux autres acteurs –les services extérieurs de l'État, les collectivités locales, les élus et les associations- de prendre véritablement part aux décisions et de participer à l'élaboration de toutes les actions initiées dans le cadre de l'Initiative Nationale pour le développement Humain.

En effet, d'après cette étude, l'INDH se révèle être un succès et favoriser l'atteinte des objectifs de développement social et humain. Malgré quelques difficultés rencontrées sur le terrain, ces aboutissements propices reflètent le grand succès de l'INDH durant ses deux phases de mise en œuvre. Les changements relevés par la majorité des personnes interviewées appartiennent au domaine du perceptible, du ressenti, de l'émotionnel, des états internes... et leurs propos témoignent d'un mélange présent-futur-réel-souhaitable comme si aujourd'hui c'est demain...

Cependant, est comme tout projet grandissant, l'INDH est appelée à monter en puissance et en compétence durant sa troisième phase 2016-2021. Ainsi, l'étude a permis aux enquêtés de s'exprimer librement sur les difficultés rencontrées et sur les pistes d'amélioration souhaitées pour une mise en œuvre optimale de ce chantier.

Nous relevons aussi le constat du rapport des Nations Unies sur le développement humain au niveau du pays, constat qui appuie cette dernière conclusion sur l'insuffisance de cette initiative

seule à relever le niveau du pays d'une manière significative. En effet le Maroc a évolué lors des trois dernières années, il est passé du 129^e sur 188 pays en 2014 à 123^e sur 188 pays en 2016 en passant par 126^e sur 188 pays en 2015, mais il reste derrière tous les pays de la méditerranée, malgré l'instabilité de plusieurs de ces pays.

Le Maroc reste donc un pays avec un niveau de développement humain moyen principalement à cause de la pauvreté, la déscolarisation, le chômage et les inégalités hommes-femmes (Rapport des Nations Unies sur le développement humain 2016). Dans tous les cas ces rapports doivent être lus avec prudence, car ces informations peuvent ne pas représenter la réalité (Catusse, M. 2013). D'autant plus que plusieurs communes urbaines et rurales ont vu leurs taux de pauvreté diminuer, et elles ont dû sortir de la liste des bénéficiaires de la deuxième phase de l'INDH.

Mais la question qui reste à poser est : est-ce que l'INDH a effectivement contribué à l'optimisation des ressources et des moyens existants ? A-t-elle vraiment amélioré les prestations offertes et l'expansion ou l'élargissement du champ d'action des différents acteurs de développement ?

Références bibliographiques :

- Bandura, Albert (2003). *Auto-efficacité : sentiment d'auto-efficacité*, Paris, De Boeck.
- Banque mondiale (Juillet 2007). *Se soustraire à la pauvreté au Maroc*.
- Berriane, Y. (2010). The complexities of inclusive participatory governance: the case of Moroccan associational life in the context of the INDH, *Journal of Economic and Social Research*, 12(1), 89.
- Bono, I. (2010). *Le "phénomène participatif" au Maroc à travers ses styles d'action et ses normes*. Centre d'études et de recherches internationales.
- Catusse Myriam, Destreman Blandine, Verdier, Eric (2009). *L'Etat face aux débordements du social au Maghreb : Formation, travail et protection sociale*, Paris, Karthala.
- Del Sol Marion, Eydoux Anne, Gouzien Annie, Merle Pierre, Turquet Pascale, (1999). *Les nouvelles dimensions de la précarité*, Rennes, presses Universitaires de Rennes.
- Duflo, Esther (2010a). *Le développement humain : Lutter contre la pauvreté (I)*, Paris, Editions du seuil et la République des Idées.
- Duflo Esther, (2010b) *La politique de l'autonomie : Lutter contre la pauvreté (II)*, Paris, Editions du seuil et la République des Idées.
- Initiative Nationale pour le Développement Humain, Manuel de procédures : appel à projets, programme transversal, Rabat, Avril 2006.
- Laville, Young, D., Eynaud, P. (2015) *Civil society, the third sector, social enterprise: governance and democracy*. New York, Routledge.
- Laville, J.L., et Nyssens, M. (2001). The social enterprise: Towards a theoretical socio-economic approach, dans C. Borzaga & J. Defourny (sous la direction de), *The emergence of social enterprise*, London, New York, Routledge, pp. 312–332.
- Navez-Bouchanine, F. (1994). *Initiatives populaires et développement urbain*, Monde arabe : Maghreb Machrek, (143), 56-68.
- PNUD. Maroc (2003). Gouvernance et accélération du développement humain, *Rapport de développement humain*.

PNUD. (2010). La vraie richesse des nations : Les chemins du développement humain, *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica.

Rapport général sur le développement humain (2006). *50 ans de développement humain et perspectives 2025*, cinquantenaire de l'indépendance du royaume du Maroc, Rabat.

Rapport des Nations Unies sur le développement humain (2016, Mars 2017).

Royaume du Maroc, Initiative Nationale pour le Développement Humain (Août 2005). *Programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain*.

Royaume du Maroc, Initiative Nationale pour le Développement Humain (Août 2005). *Programme de lutte contre la pauvreté en milieu urbain*.

Royaume du Maroc, Initiative Nationale pour le Développement Humain (Août 2005). *Programme de lutte contre la précarité*.

Sadiqi, K. (2012). *L'initiative nationale pour le développement humain au Maroc : étude et perspectives*, Artos, Doctoral dissertation.

Sadik, Y. (2019). « Les mobilisations communautaires et les innovations organisationnelles dans les entreprises sociales solidaires. Le cas de la coopérative Copag » in *Trajectoires d'innovation : des émergences à la reconnaissance*, sous la direction de Klein, J. L. et al., Presses Universitaires du Québec, 2019.

Sadik, Y. (2018). « Le Travail social : les défis de la gouvernance et de la professionnalisation des politiques sociales dans un contexte de transition démocratique » in Abdessatar Rejeb, Publications de l'INTES, Tunis.

Sadik, Y. (2015). « Les combinatoires associatives au Maroc : une critique des typologies dominantes » In Laville, J.L. et Salmon, A. (Dir.) *Associations et action publique*, Paris, Descelée de Bouwer.

Seus, S. et Laville, J.L. (2007). *L'économie solidaire. Une perspective internationale*, Hachette Littératures, 383 p.